

CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES  
SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT  
Genève

**Rapport de la Commission permanente du développement  
des secteurs de services : promotion de secteurs de services  
compétitifs dans les pays en développement (assurances)  
sur sa première session**

tenue au Palais des Nations, à Genève,  
du 1er au 5 février 1993



NATIONS UNIES  
New York, 1993

TABLE DES MATIERES

<u>Chapitre</u>	<u>Paragraphes</u>
Introduction .....	1 - 11
I.   Elaboration du programme de travail de la Commission permanente du développement des secteurs de services : promotion de secteurs de services compétitifs dans les pays en développement (Assurances) (point 3 de l'ordre du jour) .....	12 - 63
II.   Questions d'organisation .....	64 - 70
 <u>Annexe</u>	
I.   Programme de travail de la Commission permanente dans le domaine des assurances	
II.   Ordre du jour provisoire de la deuxième session de la Commission permanente (Assurances)	
III.   Participation	

## INTRODUCTION

1. La Commission permanente du développement des secteurs de services : promotion de secteurs de services compétitifs dans les pays en développement (Assurances), créée en application du paragraphe 70 de l'Engagement de Carthagène (TD/364), a tenu sa première session au Palais des Nations, à Genève, du 1er au 5 février 1993. Pendant la session, la Commission permanente a tenu cinq séances plénières 1/.

### Déclarations liminaires

2. Le Président a déclaré qu'à une époque marquée par des changements économiques sans précédent, les assurances jouaient un grand rôle dans le développement économique. Tout en protégeant les personnes et les biens, elles contribuaient beaucoup à la formation de l'épargne et représentaient une importante source de financement. La Commission permanente devait établir son programme de travail en tenant compte de l'évolution en cours.

3. La transformation du secteur des assurances devait être progressive. Il fallait tout d'abord élargir et consolider le marché national, puis en renforcer la surveillance et la réglementation, et enfin l'ouvrir à de nouveaux venus. Il convenait de conserver à l'assurance son rôle particulier d'institution financière, capable de mobiliser une épargne essentielle pour le développement.

4. Les pays en développement ne constituaient pas un groupe très homogène, mais ils comptaient tous sur la coordination et l'assistance de la CNUCED pour les guider sur la voie du changement. La participation de représentants du secteur des assurances aux réunions de la CNUCED avait permis l'établissement de liens importants entre les programmes mis au point par celle-ci et les mesures prises par les gouvernements. Il fallait s'employer à renforcer encore ces liens à une époque où l'accent était mis sur le développement et la croissance, associés à la compétitivité et à la transparence dans le domaine du commerce.

5. Le Secrétaire général adjoint de la CNUCED a dit qu'à sa huitième session, la Conférence avait souligné le rôle croissant des services dans l'économie internationale et dans le développement. Elle avait également constaté que les diverses branches du secteur tertiaire avaient en commun plusieurs éléments, et avait donc jugé bon de constituer une seule commission permanente pour les services.

6. A sa première session, la Commission permanente devait principalement établir son programme de travail dans le secteur des assurances, en l'articulant autour de trois grands thèmes : promotion de la transparence,

---

1/ Pour le mandat de la Commission permanente du développement des secteurs de services : promotion de secteurs de services compétitifs dans les pays en développement (Assurances), voir la section B de l'annexe de la décision 398 (XXXVIII) du Conseil du commerce et du développement.

promotion de services d'assurance compétitifs et renforcement de la coopération technique. Un groupe d'experts de l'assurance agricole dans les pays en développement s'était réuni la semaine précédente, et la Commission pourrait mettre à profit les résultats de ses travaux.

7. Les assurances étaient par nature un facteur de stabilité, permettant aux nations et à la communauté internationale de faire preuve de prévoyance et d'éviter les pièges d'une action à trop courte vue. La prise en charge et la répartition des risques étaient importantes pour presque toutes les activités économiques et sociales, mais l'assurance présentait un intérêt particulier dans le contexte du développement, car c'était un moyen de mobiliser et d'accumuler des ressources financières. Le secteur des assurances devait absolument être solide et viable pour pouvoir favoriser une croissance économique soutenue et répondre à la demande croissante de protection et de sécurité.

8. Le renforcement du secteur des assurances dans les pays en développement, par le biais de la privatisation et de la libéralisation, devait aller de pair avec une modification des lois et règlements, pour que les intéressés puissent en tirer des avantages économiques durables. Il fallait également, pour développer les assurances, offrir des services satisfaisants, employer des stratégies de commercialisation afin de sensibiliser le public, et améliorer constamment l'enseignement et la formation dans ce domaine. Un secteur local solide non seulement étayerait l'économie nationale, mais encore serait compétitif sur les marchés internationaux.

9. L'Administratrice chargée du Programme sur les assurances a déclaré que la naissance de l'idée de développement durable, ainsi que la multiplication des catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme ces dernières années, avaient contribué à mettre en lumière le rôle des assurances dans le développement. L'importance des services en général, et des assurances en particulier, avait également été soulignée par la Conférence à sa huitième session, dans l'Engagement de Carthagène, et confirmée par les mesures de suivi.

10. La libéralisation des assurances devrait être précédée par des efforts pour renforcer les marchés nationaux et accroître leur compétitivité. Il était indispensable que la communauté internationale suive et soutienne les réformes en matière de libéralisation et de privatisation. Il fallait également adapter en conséquence le droit et la réglementation des assurances. Le renforcement du secteur national des assurances passait par l'élargissement du marché. L'agriculture, qui jouait un grand rôle dans le développement, offrait à cet égard des débouchés importants, le taux de pénétration y étant faible.

11. Enfin, le renforcement de la coopération entre les autorités nationales chargées des assurances, le secteur public et le secteur privé, les experts et les organismes régionaux d'assurance faciliteraient grandement l'application du programme de travail de la Commission permanente.

## Chapitre I

### ELABORATION DU PROGRAMME DE TRAVAIL DE LA COMMISSION PERMANENTE DU DEVELOPPEMENT DES SECTEURS DE SERVICES : PROMOTION DE SECTEURS DE SERVICES COMPETITIFS DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT (ASSURANCES) (Point 3 de l'ordre du jour)

12. Pour l'examen de ce point, la Commission permanente était saisie des documents suivants :

"Questions à examiner pour l'élaboration du programme de travail sur les assurances" (TD/B/CN.4/15);

"Agricultural insurance in developing countries: study by the UNCTAD secretariat" (UNCTAD/SDD/INS/1 and Summary) (document de base);

"Assessment and review of developments in the insurance markets of developing countries : report by the UNCTAD secretariat"  
(UNCTAD/SDD/INS/2);

"Insurance in developing countries: privatization of insurance enterprises and liberalization of insurance markets: report by the UNCTAD secretariat" (UNCTAD/SDD/INS/3) (document de base);

"Report of the Group of Experts on Agricultural Insurance in Developing Countries" (UNCTAD/SDD/INS/4) (document de base).

13. Le représentant du Danemark, parlant au nom de la Communauté européenne et de ses Etats membres, a dit qu'il était important que la Commission permanente prenne en considération et mette à profit les travaux antérieurs de la CNUCED, pour définir clairement les orientations de son programme de travail dans le domaine des assurances et fixer des priorités appropriées concernant les questions à examiner. En outre, il était essentiel d'éviter les chevauchements avec les travaux en cours dans d'autres organisations internationales. Le programme devrait être axé sur les questions ou objectifs suivants : établissement de données statistiques plus complètes sur les assurances, examen de l'évolution dans ce secteur et étude comparée des politiques; renforcement du cadre juridique, institutionnel et technique; évaluation des incidences de la privatisation et de la libéralisation progressive, et adoption de lois et règlements idoines dans ce domaine; politiques et programmes de coopération régionale; et, éventuellement, assurances dans le secteur agricole. Le document établi par le secrétariat (TD/B/CN.4/15) représentait une contribution utile à l'établissement du programme de travail.

14. Il faudrait, avant de décider de créer des groupes d'experts, approfondir l'examen des questions considérées. Demander à des experts extérieurs de présenter leurs vues à la Commission représentait à cet égard une solution de rechange. Le programme de travail devrait pouvoir être mené à bien en trois ans et demi, et la Commission devrait étudier en priorité les moyens d'établir dans les pays en développement des marchés d'assurances compétitifs, ainsi que

la possibilité de les ouvrir à des entreprises étrangères. L'étude sur l'assurance agricole était un document très utile. La coopération technique était importante pour aider les pays en développement à rendre leur secteur tertiaire plus compétitif, et le programme de travail sur les assurances devrait tenir pleinement compte de l'Engagement de Carthagène.

15. Le représentant de la Commission des Communautés européennes, parlant en qualité de spécialiste des assurances, a dit qu'il approuvait la proposition du secrétariat de la CNUCED d'examiner les questions soulevées par l'adaptation de la réglementation et du contrôle des assurances dans les pays en développement, compte tenu des tendances à la privatisation et à la libéralisation. A cet égard, l'expérience récente des membres de la Communauté européenne et des pays passant à l'économie de marché confirmait que, pour pouvoir offrir à tous les intéressés la sécurité voulue, le secteur des assurances devait être convenablement réglementé. Le travail législatif entrepris par la Communauté européenne pouvait constituer un bon modèle pour d'autres pays, à condition d'y apporter les ajustements nécessaires et de suivre une démarche progressive. L'ouverture des marchés était en outre indispensable pour parvenir à une bonne répartition technique des risques, et permettait de tirer parti de la solidité financière et des compétences d'assureurs étrangers. La libéralisation - qui pouvait également se faire par le biais de l'octroi du traitement national et de la liberté d'établissement - était incontestablement une bonne chose, mais elle avait aussi des limites et devait être fonction du degré de développement des pays du tiers monde.

16. En ce qui concernait l'évolution des activités d'assurance et de réassurance dans les pays en développement, il fallait poursuivre les travaux sur la question et les études statistiques. Quant à la coopération technique, il convenait de renforcer la formation et l'assistance pour l'établissement d'un cadre juridique. Enfin, le représentant déplorait que la documentation établie par le secrétariat de la CNUCED eût été distribuée tardivement.

17. La représentante de la Fédération de Russie a souligné que son pays était prêt à participer aux activités de la Commission, et en particulier à l'établissement d'études nationales sur le secteur des assurances. Le développement du marché national des assurances jouait un grand rôle dans la transition vers l'économie de marché, et les travaux de la Commission seraient donc très utiles à la Fédération. La privatisation des assurances, qui étaient naguère un monopole d'Etat, exigeait une nouvelle politique en matière de réglementation et de supervision. L'ouverture des marchés des pays en transition aux assureurs étrangers était également une question importante. L'échange de vues au sein de la Commission pourrait faciliter l'harmonisation des régimes réglementaires dans le domaine des assurances, et contribuer ainsi à l'essor du commerce international et d'autres formes de coopération, notamment entre la Fédération de Russie et les pays en développement.

18. Les assurances couvrant la maladie, les investissements et la responsabilité revêtaient une grande importance pour le passage à l'économie de marché, et pourraient donc être prises en compte dans le programme de travail de la Commission. Celle-ci pourrait également étudier les moyens de créer des conditions propices au développement des services d'évaluation des risques et des sinistres, ainsi que des services actuariels. La représentante

accueillait favorablement les suggestions visant à promouvoir l'échange de données d'expérience entre les pays au sein de la Commission, et espérait que cela permettrait une meilleure diffusion de l'information et des statistiques des assurances dans les pays membres. La Fédération de Russie était prête à fournir des statistiques et autres données fondées sur des études nationales, en vue d'améliorer la coopération internationale et d'harmoniser les régimes réglementaires.

19. Le représentant de la Chine constatait que la question des assurances occupait une place importante dans les travaux de la CNUCED, la Commission ayant décidé de l'examiner à part. Il fallait tenir compte des travaux déjà accomplis par la CNUCED dans ce domaine. Avec le développement de l'agriculture, la réforme industrielle et la croissance du secteur tertiaire, ainsi que l'élévation générale du niveau de vie, les assurances étaient appelées à jouer un rôle de plus en plus grand. Malgré d'importants progrès au cours des 30 dernières années, elles constituaient encore un secteur "naissant" dans les pays en développement. Divers facteurs avaient entravé leur essor, notamment l'étroitesse des marchés, la mauvaise gestion et le manque de personnel qualifié.

20. Le programme de travail de la Commission permanente devrait avant tout porter sur l'expansion des marchés dans les pays en développement et sur l'établissement d'une législation, d'une réglementation, d'une surveillance et d'une formation appropriées. Compte tenu de la taille de la population agricole dans les pays en développement, l'assurance agricole était d'une importance cruciale non seulement pour le développement de l'agriculture, mais aussi pour le secteur des assurances lui-même. En ce qui concernait l'expérience de la Chine à cet égard, après un démarrage tardif, l'assurance agricole avait connu une expansion rapide. Pour ce qui était de l'assurance industrielle, le manque d'expérience était un problème, et la Chine souhaitait vivement s'enrichir de l'expérience des autres. Elle s'était associée à l'ASIAN Re. La Chine espérait que les travaux de la Commission permanente contribueraient à renforcer les assurances dans les pays du tiers monde de façon que ce secteur puisse mieux répondre aux besoins de développement.

21. Le représentant du Japon a dit qu'un secteur des assurances viable était important pour le développement des pays du tiers monde. Il fallait tenir compte des travaux réalisés antérieurement par le secrétariat et éviter tout chevauchement avec les activités d'autres organisations internationales. A propos du document TD/B/CN.4/15, la Commission permanente devrait faciliter les échanges de données d'expérience concernant, en particulier, la libéralisation du marché des assurances et la mise en valeur des ressources humaines dans ce secteur.

22. Le représentant de la Roumanie a dit qu'entre 1952 et janvier 1991, l'Administration des assurances d'Etat (ADAS), à capitaux exclusivement roumains, avait été le seul assureur en Roumanie pour les activités tant nationales qu'internationales. Un décret de décembre 1990 avait mis fin à ce monopole, et les activités d'assurance avaient été reprises par trois sociétés par actions à capitaux publics, qui étaient opérationnellement et financièrement indépendantes les unes des autres : ASIROM S.A., ASTRA S.A., et CAROM S.A. En 1991 et 1992, plusieurs compagnies d'assurance avaient été créées, avec des capitaux privés ou publics ou sous la forme de coentreprises.

Des courtiers en assurance, tous à capitaux privés, étaient également apparus sur le marché. Des négociations étaient en cours avec de nombreuses sociétés étrangères en vue de créer des coentreprises en Roumanie, et des conditions favorables avaient été instaurées à cette fin.

23. Pour ce qui était de l'assurance agricole, jusqu'en 1991 l'ADAS avait fourni toutes les couvertures obligatoires et facultatives. L'assurance obligatoire concernait les produits agricoles, les récoltes et le bétail des fermes coopératives. Au cours de la période 1990-1992, ASIROM S.A. avait fourni des couvertures obligatoires, mais seulement pour le bétail. En 1992, deux compagnies d'assurance agricole à capitaux nationaux privés avaient été créées, à savoir AGRAS S.A. et COLOMBUS S.A., qui offraient divers types de police.

24. Le marché national des assurances en Roumanie souffrait actuellement d'un manque de ressources financières, raison pour laquelle le représentant sollicitait une aide des organisations internationales. Il a suggéré que la Commission permanente étudie la possibilité d'organiser des séminaires sur l'assurance agricole ou l'assurance incendie, et qu'elle inscrive l'un de ces thèmes à son programme de travail.

25. Le représentant du Mexique a dit que le document du secrétariat (TD/B/CN.4/15) constituait une bonne base de discussion et qu'il partageait la plupart des vues qui y étaient exprimées. Il conviendrait de tenir compte des travaux déjà faits par la Commission des invisibles et du financement lié au commerce sur les assurances et la réassurance. Pour ce qui était du programme de travail, l'assurance agricole présentait un intérêt particulier, et le secrétariat devrait continuer de rassembler des statistiques sur les activités d'assurance et de réassurance non seulement dans les pays en développement, mais aussi dans les pays développés, pour pouvoir faire des comparaisons. Des experts devraient être invités à présenter des exposés sur des thèmes particuliers, et il était nécessaire d'examiner périodiquement les modifications apportées à la législation sur les assurances et aux systèmes de supervision afin d'accroître la transparence. Les pays en développement souffraient d'un retard en matière d'assurances, et une assistance technique devrait leur être fournie pour améliorer les compétences du personnel de ce secteur.

26. La représentante des Etats-Unis d'Amérique a dit que sa délégation avait l'intention de soumettre une proposition concernant le programme dans le domaine des assurances, qui tiendrait compte du mandat de la Commission permanente. Celle-ci serait considérée comme un lieu d'échange de données d'expérience et d'informations, et son programme de travail devrait comporter trois éléments : une étude de l'information ayant trait aux assurances; des études de cas sur des problèmes fondamentaux et des expériences ayant valeur d'exemple; et une enquête et une analyse, au niveau mondial, des infrastructures juridiques, réglementaires et autres en matière d'assurances.

27. Les représentants de la Colombie espéraient que les travaux de la première session de la Commission permanente porteraient avant tout sur des questions de fond. Le programme de travail qui en découlerait devrait s'appuyer sur le mandat de la Commission, approuvé par le Conseil en mai 1992, et en particulier sur le paragraphe 4, ce qui permettrait d'accorder



toute l'attention voulue aux deux objectifs qui y étaient énoncés, à savoir le renforcement du secteur des assurances et l'accroissement du commerce des pays en développement dans ce domaine. La documentation de base était excellente, mais n'avait malheureusement pas été distribuée à l'avance, comme cela aurait dû être le cas. Il conviendrait également de tenir compte des travaux précédemment accomplis par la Commission des invisibles et du financement lié au commerce. La gestion des risques, la mise au point et le renforcement d'instruments de protection des consommateurs, ainsi que l'analyse comparée des réglementations prudentielles étaient des questions importantes, en particulier à une époque marquée par une libéralisation, une déréglementation et d'importants changements législatifs. Le rôle et la position des marchés financiers et les incidences de l'assurance sur l'épargne étaient également des questions qu'il fallait examiner, de même que la coopération pour la mise en valeur des ressources humaines.

28. Des statistiques des assurances dans les pays en développement devraient être rassemblées en permanence et accompagnées de renseignements sur les pays développés, à titre de comparaison. Les travaux devraient porter sur l'expansion du marché intérieur des assurances et sur la question de l'assurance agricole, et comprendre des analyses comparées du fonctionnement des marchés à mesure que ceux-ci s'ouvraient. Il fallait aussi étudier la question des conditions et des limitations concernant l'accès aux marchés et le traitement national, en particulier dans le cas des marchés des pays développés. Il serait important pour la Commission permanente de poursuivre sa coopération avec les autorités gouvernementales et le secteur commercial et de faire appel à des experts et à des consultants pour des travaux de courte durée.

29. Concernant le Groupe d'experts de l'assurance agricole dans les pays en développement, le représentant a noté que le sujet, loin d'être limité à l'assurance récoltes, s'inscrivait dans le contexte plus large du développement économique et social. La promotion du développement régional par le biais de l'assurance agricole était soutenue sans réserve en Amérique latine par l'ALASA. Deux éléments seraient utiles pour les travaux futurs de la Commission, à savoir la création d'une banque de données contenant des renseignements et des statistiques sur l'assurance agricole, et la mise au point de mécanismes de formation à l'assurance agricole.

30. Le représentant du Chili a dit que le futur programme de travail devrait être axé sur des thèmes précis, dont il devrait permettre un examen approfondi. Il devrait porter sur la promotion de la transparence des marchés, le rassemblement de statistiques et d'informations nationales et internationales, la question des possibilités d'accès des pays en développement au marché international, principalement au marché de la réassurance, et le renforcement des marchés intérieurs grâce à une assistance technique pour la formation, en particulier du personnel des autorités gouvernementales de surveillance. Le programme de travail devrait promouvoir la concurrence et le développement dans le cadre du processus de privatisation.

31. Il importait de fournir un appui aux PMA dans le domaine de l'assurance agricole, car cela contribuerait à leur développement général. Il fallait aussi promouvoir les assurances pour les petites et moyennes entreprises, car l'assurance constituait un lien important entre celles-ci et le crédit.

32. Le représentant de l'Australie a dit qu'il était important que le programme de travail dans le domaine des assurances soit rattaché au programme de travail sur les services, et qu'il soit cohérent et utile. Ce programme devait aussi être spécifique et précis quant aux activités, aux résultats escomptés et au calendrier, l'objectif étant de contribuer à la promotion de services compétitifs. Il devrait pouvoir être mené à bien avant la neuvième session de la Conférence, et ne pas excéder les moyens de la Commission permanente et du secrétariat. Il s'agissait en particulier de mettre en lumière les raisons du succès de certains pays dans le secteur des assurances, afin d'en tirer des enseignements et de proposer des options à d'autres pays, concernant notamment l'assurance agricole. Une attention particulière devrait être accordée au rôle des experts et des groupes d'experts, et il faudrait définir un ordre de priorité entre les éléments du programme de travail.

33. Le représentant de la Bolivie a dit que la plupart des suggestions faites par le secrétariat et par d'autres délégations au sujet du programme de travail lui paraissaient valables. L'accent devrait être mis sur le rassemblement et la diffusion de statistiques par le secrétariat, sur la législation et la réglementation régissant les assurances, et sur l'assurance agricole, y compris l'assurance récoltes et autres couvertures d'assurance. En outre, des séminaires devraient être organisés en vue de renforcer les compétences du personnel travaillant dans le secteur des assurances.

34. Le représentant de l'Alliance coopérative internationale (ACI) a dit que la Fédération internationale des coopératives et mutuelles d'assurances, qui était membre de l'ACI, regroupait plus d'une centaine d'assureurs originaires de 47 pays, qui encourageaient l'assurance coopérative en Europe, en Asie, dans les Amériques et en Afrique. Quinze ans auparavant, la CNUCED avait reconnu que les coopératives et les mutuelles d'assurances convenaient tout à fait à la situation des pays en développement, et le représentant a mentionné à cet égard une résolution adoptée en décembre 1977 par la Commission des invisibles et du financement lié au commerce. Les coopératives et mutuelles d'assurances resteraient particulièrement appropriées face à l'évolution du marché des assurances. Il était important que le processus de transition soit non seulement efficace, mais aussi économiquement rentable pour les pays en développement.

35. Le représentant de l'Inde a déclaré que l'un des principaux objectifs de la politique des pouvoirs publics en Inde pendant les deux dernières décennies avait été de veiller à ce que le fonctionnement du système économique n'aboutisse pas à une concentration préjudiciable de la richesse. D'une évaluation des progrès réalisés par le secteur nationalisé des assurances, il ressortait que la plupart des objectifs de la nationalisation avaient été largement atteints dans le cadre du système d'entreprises publiques.

36. La Life Insurance Corporation of India avait puissamment contribué au développement du secteur du logement. Elle avait en outre lancé un grand nombre de plans de sécurité sociale, tout en affectant d'énormes ressources

à divers secteurs de l'infrastructure. Dans le domaine de l'assurance générale, la General Insurance Corporation of India et ses filiales rendaient de réels services en combinant leurs buts commerciaux et opérationnels avec leur responsabilité sociale.

37. L'objectif majeur du programme de réassurance de l'industrie indienne des assurances était de retenir des devises en conservant dans le pays la plus forte proportion possible de la prime, compatible avec la capacité de couverture des compagnies ainsi qu'avec les risques et valeurs en jeu. Malgré tous les progrès réalisés, l'industrie des assurances avait quelques défauts manifestes : les assurés n'étaient guère satisfaits, le service des souscriptions à prime réduite était médiocre, surtout dans les régions rurales, les ressources qui permettraient de développer l'assurance à vocation sociale étaient insuffisantes, les études et enquêtes de marché en vue du développement et de l'amélioration des services faisaient défaut et il n'existait pas de cadre distinct pour l'assurance du secteur agricole et du secteur non structuré.

38. Pour améliorer les résultats et l'efficacité de l'industrie des assurances, on pouvait envisager de l'exposer à la concurrence, ce qui semblait d'ailleurs nécessaire pour l'intégration de l'économie indienne dans l'économie mondiale. Encore fallait-il trouver le moyen de procéder aux changements, par paliers, et la Commission devrait étudier des recommandations concernant cette transformation échelonnée. Pour traiter de la réassurance, il faudrait tenir compte de l'état de la balance des paiements des pays en développement, et l'assurance agricole méritait aussi de retenir l'attention en priorité. Les activités de coopération technique pourraient consister notamment à renforcer les autorités de surveillance, à énoncer des principes directeurs pour la rédaction d'amendements à la législation existante et la mise en place de règlements fondamentaux.

39. Le représentant de l'Egypte a souligné l'importance du secteur des assurances dans le contexte de l'évolution des relations économiques internationales. Dans l'économie égyptienne, ce secteur avait été développé de manière à suivre le rythme global de la réforme économique en cours. Dans une première phase, les capitaux publics et privés avaient été admis à intervenir dans le secteur. Des coentreprises avaient été autorisées à mener des activités dans les zones franches. La phase suivante concernerait l'augmentation du capital minimal, la formation de personnel et l'amélioration de la gestion, l'élaboration d'une législation protégeant le marché national par le biais de la réassurance, et la mise à jour de la législation à partir de l'expérience récente d'autres pays. Quant à l'assurance agricole, l'Egypte devrait la diversifier en ajoutant l'assurance récoltes à l'assurance du bétail, et essayer de tirer parti de l'expérience d'autres pays dans ce domaine.

40. Le programme de travail de la Commission permanente devrait être compatible avec son mandat, et surtout avec le paragraphe 4. Compte tenu des niveaux de développement et de la nécessité d'évoluer graduellement vers plus une plus grande libéralisation, il pourrait comprendre l'étude des moyens de renforcer les organes de contrôle et les mesures de surveillance dans le secteur des assurances; l'examen des aspects relatifs au développement

au sujet desquels les pays développés comme les pays en développement devraient prendre des engagements précis; l'accroissement de la transparence en facilitant l'échange d'informations afin d'augmenter le niveau des opérations. La coopération technique, qu'il conviendrait de mettre en relief dans le programme, pourrait englober : la formation professionnelle pour les techniciens de l'assurance; l'aide aux autorités de supervision pour la mise en place et la gestion d'un environnement plus compétitif sur le marché; l'adaptation des règlements d'assurance aux transformations du système économique mondial; le développement de l'assurance agricole pour améliorer la couverture en cas de catastrophe naturelle.

41. La représentante des Philippines a dit que, en ce qui concernait l'assurance agricole, l'analyse et les recommandations du Groupe d'experts étaient attendues avec beaucoup d'intérêt, car l'économie philippine, comme celle de beaucoup d'autres pays en développement, était largement tributaire de l'agriculture. Etant donné l'importance de l'assurance dans l'économie rurale, la Philippine Crop Insurance Corporation avait été créée 11 ans auparavant. Une assurance du bétail et de la volaille avait en outre été mise en place ces deux dernières années et était gérée par un consortium formé de 26 compagnies d'assurance privées et de deux compagnies publiques. La représentante a décrit l'évolution et l'expérience de l'assurance agricole dans son pays et a exprimé la crainte que la commercialisation de l'assurance récoltes, du fait d'une réduction des subventions au titre des primes, ne la rende inabordable pour beaucoup de petits agriculteurs; il faudrait envisager d'autres moyens de baisser les taux de prime.

42. En matière de libéralisation, les Philippines avaient récemment levé l'interdiction concernant l'installation de nouvelles compagnies d'assurance, qui étaient désormais tenues de se doter d'un capital minimum 10 fois supérieur à celui des compagnies existantes. La privatisation était un autre sujet de préoccupation. Le secrétariat pourrait établir une monographie tendant à déterminer les répercussions de la libéralisation sur les consommateurs et le secteur des assurances, en particulier, et sur l'économie, en général.

43. En raison de la récession mondiale, de catastrophes récentes et des changements climatiques, les capacités internationales de réassurance avaient diminué, les tarifs avaient augmenté et les conditions étaient devenues plus rigoureuses. La Commission devrait envisager de faire une étude approfondie sur la capacité mondiale de réassurance, car sa contraction aurait des effets désastreux sur l'aptitude des marchés nationaux d'assurance de couvrir les risques de catastrophe dans les pays en développement.

44. Le représentant de l'Algérie a indiqué à la Commission que son pays s'engagerait à terme dans un processus de libéralisation, qui concernerait non seulement l'assurance, mais aussi d'autres secteurs, y compris d'autres branches du tertiaire. La transition d'un marché de monopole à l'économie de marché devrait être progressive. Pour opérer la transformation, il était important d'adopter une législation appropriée et d'assurer une surveillance suffisante dans le domaine des assurances pour sauvegarder les intérêts du public. A cet égard, une assistance technique du secrétariat de la CNUCED serait très appréciée. En ce qui concernait l'assurance agricole, il serait fort intéressant d'être informé de l'expérience acquise par d'autres pays,

en particulier par les pays développés, tant en matière d'assurance des risques agricoles ordinaires qu'en matière de couverture des risques de calamités agricoles telles que la sécheresse, le gel, les inondations, etc. Quant aux risques de catastrophes naturelles, leur couverture du point de vue de la réassurance soulevait des difficultés pour un certain nombre de pays en développement. En effet, ces pays, dont l'Algérie, se heurtaient au problème de l'insuffisance des capacités de réassurance sur le marché international, problème auquel il convenait de réfléchir en vue de trouver une solution appropriée.

45. Le représentant de l'Union de Dakar a dit que les activités de son association comprenaient la création de mécanismes d'assurance-crédit dans les pays africains, l'échange de données d'expérience et d'information sur la solvabilité, l'assistance mutuelle entre assureurs du crédit pour le recouvrement des prêts, la formation, enfin l'assistance à ceux de ses membres qui souhaitaient une réassurance contre les risques politiques. Il a appelé l'attention sur une étude de faisabilité financée par la CEE en vue de la mise en place d'un pool de réassurance des risques politiques.

46. Le représentant de la Malaisie a déclaré que son pays appréciait l'assistance technique de la CNUCED dans le domaine de la formation. Le secteur des assurances en Malaisie avait adopté une politique à long terme en privilégiant la formation et le perfectionnement des compétences. Il fallait aussi examiner les problèmes rencontrés par les jeunes marchés d'assurance pour obtenir un appui dans le secteur de la réassurance, appui essentiel pour permettre aux compagnies d'assurance d'offrir les services requis sur leurs marchés respectifs. Il a ajouté que l'expérience de l'ANASE témoignait de l'efficacité de la coopération technique régionale, entre des pays ayant des pratiques et des problèmes communs.

47. Le représentant du Groupe africain (Egypte) a dit que, s'il y avait accord sur la nécessité d'admettre le changement, les opinions divergeaient quant à la transformation des obstacles à surmonter en possibilités de développement. Il ne fallait pas dissocier l'assurance du reste de l'économie. Dans le secteur des assurances, les problèmes étaient nombreux, mais rares étaient les solutions trouvées jusqu'ici. L'arrière-plan historique Nord-Sud et les effets paralysants de la stagnation ou de la récession économiques étaient plus perceptibles en Afrique qu'ailleurs. L'Afrique avait reconnu qu'il fallait procéder à des changements graduels et prioritaires sans renoncer aux gains du passé ni se couper des réalités nouvelles.

48. Une libéralisation subite et illimitée de l'industrie des assurances aurait des effets dévastateurs sur la plupart des pays d'Afrique, de sorte que le Groupe africain pouvait difficilement souscrire au paragraphe 20 du document TD/B/CN.4/15. Pour faire face aux problèmes qui découleraient d'une libéralisation prudente et échelonnée, il faudrait une assistance technique de la CNUCED. Cette assistance devrait avoir pour but de créer ou de renforcer des autorités de surveillance aux niveaux national, sous-régional et régional, et de créer des compétences grâce à la formation de gestionnaires, en mettant notamment à profit l'expérience des marchés en voie de libéralisation rapide.

49. Le Groupe africain se félicitait des contributions de la CNUCED concernant l'assurance agricole, la mise en valeur des ressources humaines, les statistiques de l'assurance et de la réassurance, la sécurité en matière de réassurance et la collaboration avec les associations régionales et sous-régionales, et il espérait que cette coopération se poursuivrait dans le cadre du mandat de la Commission.

50. Le représentant du secrétariat de la CNUCED, présentant le rapport du Groupe d'experts de l'assurance agricole dans les pays en développement (UNCTAD/SDD/INS/4), a dit que ce dernier avait approuvé et loué l'étude sur l'assurance agricole publiée sous la cote UNCTAD/SDD/INS/1. Le Groupe avait exprimé l'avis que l'assurance agricole devrait être instituée progressivement, en commençant par la couverture de récoltes et de risques particuliers, du bétail, de la volaille et autres risques simples ne comportant pas d'aléas dangereux. L'appui des pouvoirs publics devrait être bien précisé et pourrait diminuer progressivement, et il y avait dans l'assurance rurale et agricole une place toute trouvée pour les coopératives et les mutuelles. Le Groupe d'experts avait formulé dans son rapport des recommandations concernant les travaux futurs du secrétariat.

51. Le représentant de Maurice, parlant en qualité de Président du Groupe d'experts de l'assurance agricole dans les pays en développement et commentant les principales conclusions du Groupe, a insisté sur le rôle de la réassurance en tant qu'instrument de gestion et de répartition des risques dans l'agriculture. L'étude sur l'assurance récoltes dans les pays en développement (UNCTAD/SDD/INS/1), établie par le secrétariat de la CNUCED pour la réunion du Groupe, avait été vivement appréciée. Le représentant a souligné l'importance de l'établissement de liens entre le crédit rural et l'assurance agricole, qui permettrait non seulement de développer le secteur des assurances, mais aussi d'élargir les possibilités d'investissements productifs dans l'agriculture.

#### Décision de la Commission permanente

52. A la 5ème séance (séance de clôture) de la Commission permanente, le 5 février 1993, le Président a présenté un projet de programme de travail (TD/B/CN.4/L.6).

53. A la même séance, la Commission permanente a adopté ce projet (pour le texte du programme de travail, voir l'annexe I).

#### Déclarations de clôture

54. Le représentant de l'Australie, tout en remerciant le secrétariat de la CNUCED des documents qu'il avait établis pour la session, a déploré qu'ils eussent été distribués si tardivement que les délégations n'avaient pas eu le temps de les étudier. La Commission permanente n'avait pas eu non plus l'occasion d'en débattre, préoccupée qu'elle était par son programme de travail. Il demandait donc que, conformément à la résolution 33/56 de l'Assemblée générale, tous les documents établis pour la deuxième session de la Commission permanente soient distribués au moins six semaines à l'avance.

55. En ce qui concernait l'ordre du jour provisoire de la deuxième session, le représentant a prié le secrétariat de confirmer que tous les documents qui seraient établis sur des questions autres que celles qui étaient énumérées sous le point 5 seraient distribués au titre du point 4.

56. Le Président a dit que le secrétariat confirmait qu'il en serait ainsi.

57. Le représentant du Chili, parlant également au nom de la Colombie, a loué l'initiative prise par le secrétariat de la CNUCED qui avait convoqué un groupe d'experts de l'assurance agricole dans les pays en développement juste avant la session de la Commission permanente. Il fallait cependant veiller à ce que les pays soient tenus au courant de la participation d'experts aux travaux de tels groupes.

58. Quant aux débats de la Commission permanente, ils n'avaient pas toujours témoigné de l'esprit de renouveau nécessaire pour imprimer un nouvel élan aux activités intergouvernementales de la CNUCED. A l'avenir, il importait, conformément à l'Engagement de Carthagène, d'associer des experts gouvernementaux à des échanges de données d'expérience, et de ne pas se fonder uniquement sur les travaux du secrétariat.

59. Enfin, le représentant pensait, comme celui de l'Australie, que la documentation pour les réunions devrait être distribuée assez longtemps à l'avance pour permettre aux gouvernements de préparer leur contribution.

60. Le représentant de Cuba estimait qu'à l'avenir, la Commission permanente devrait faire appel le plus largement possible à la participation des pays, et que l'accent devrait être mis tout particulièrement sur l'échange de données d'expérience à l'échelle sous-régionale, régionale et interrégionale. Les assurances constituaient un domaine où la transmission de connaissances aux pays en développement était possible.

61. Le Secrétaire général adjoint de la CNUCED a assuré la Commission permanente qu'à l'avenir, les travaux seraient fondés sur des débats constructifs, conformément à l'esprit de Carthagène. A cet égard, il serait important qu'un maximum de pays fassent part de leur propre expérience. Le secrétariat ne ménagerait aucun effort pour distribuer la documentation en temps voulu.

62. Le Président a déclaré que le programme de travail de la Commission permanente était tout à fait adapté et adaptable à l'évolution dans le secteur des assurances et pleinement conforme à l'Engagement de Carthagène. Les thèmes en avaient été choisis sur la base de deux grands critères. Premièrement, le programme devait rester d'actualité et permettre de tirer parti des changements économiques, sociaux et politiques rapides qui se produisaient dans le monde. Deuxièmement, il devait demeurer constamment en prise avec les réalités du développement. Le programme adopté donnait à la Commission une marge de manoeuvre suffisante pour mener à bien une tâche ambitieuse.

63. La première session de la Commission avait été fructueuse et constructive. On avait rappelé la place essentielle des assurances dans l'économie des pays du tiers monde, et leur importance en tant qu'instrument de développement. Il restait cependant beaucoup à faire pour renforcer les marchés d'assurances, accroître les échanges dans ce secteur et encourager l'offre de services compétitifs. Les organisations régionales et sous-régionales, ainsi que d'autres organisations internationales, auraient un grand rôle à jouer dans ce domaine.



## Chapitre II

### QUESTIONS D'ORGANISATION

#### A. Ouverture de la session

64. La première session de la Commission permanente du développement des secteurs de services : promotion de secteurs de services compétitifs dans les pays en développement (Assurances) a été ouverte le 1er février 1993 par le Secrétaire général adjoint de la CNUCED.

#### B. Election du Bureau (Point 1 de l'ordre du jour)

65. Le Secrétaire général adjoint de la CNUCED a dit qu'à sa première réunion directive, le Conseil du commerce et du développement avait décidé que le règlement intérieur des grandes commissions du Conseil s'appliquerait aux nouvelles commissions permanentes, de façon aussi souple que possible, pour l'élection des membres du bureau de ces commissions. Des consultations sur l'élection du bureau de la Commission permanente du développement des secteurs de services : promotion de secteurs de services compétitifs dans les pays en développement (Assurances) avait eu lieu avec les coordonateurs régionaux.

66. A sa 1ère séance plénière, le 1er février 1993, la Commission permanente a élu le bureau ci-après :

<u>Président</u> :	M. Sankara V. Mony (Inde)
<u>Vice-Présidents</u> :	M. Mohamed Kari (Nigéria)
	M. Jose Poblano (Mexique)
	Mme Capitolina Tourbina (Fédération de Russie)
	Mme Adelita A. Vergel de Dios (Philippines)
	M. Emmanuel Zonas (Grèce)
<u>Rapporteur</u> :	M. Masatoshi Sato (Japon)

#### C. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux (Point 2 de l'ordre du jour)

67. A sa 1ère séance plénière, le 1er février 1993, la Commission permanente a adopté son ordre du jour provisoire (TD/B/CN.4/14), qui était le suivant :

1. Election du bureau
2. Adoption de l'ordre du jour et de l'organisation des travaux
3. Elaboration du programme de travail de la Commission permanente du développement des secteurs de services : promotion des secteurs de services compétitifs dans les pays en développement (Assurances)
4. Ordre du jour provisoire de la deuxième session de la Commission permanente (Assurances)
5. Questions diverses
6. Adoption du rapport de la Commission permanente (Assurances) au Conseil du commerce et du développement.

D. Ordre du jour provisoire de la deuxième session  
de la Commission permanente (Assurances)  
(Point 4 de l'ordre du jour)

68. A sa 5ème séance plénière (séance de clôture), le 5 février 1993, la Commission permanente a adopté le projet d'ordre du jour provisoire de sa deuxième session (TD/B/CN.4/L.7). (Pour l'ordre du jour provisoire, voir l'annexe II.)

69. La Commission a recommandé que sa deuxième session se tienne au milieu de 1994, en laissant au Groupe chargé des questions de calendrier le soin d'en fixer les dates exactes.

E. Adoption du rapport de la Commission permanente (Assurances)  
au Conseil du commerce et du développement  
(Point 6 de l'ordre du jour)

70. A sa 5ème séance plénière (séance de clôture), le 5 février 1993, la Commission permanente a adopté son projet de rapport (TD/B/CN.4/L.5 et Add.1) et a autorisé le Rapporteur à le parachever en y incorporant le compte rendu des débats de la séance de clôture.

Annexe I

PROGRAMME DE TRAVAIL DE LA COMMISSION PERMANENTE  
DANS LE DOMAINE DES ASSURANCES

Conformément au texte intitulé "Un nouveau partenariat pour le développement : l'Engagement de Carthagène", adopté à la huitième session de la Conférence, et compte tenu de son mandat qui figure dans l'annexe B de la décision 398 (XXXVIII) du Conseil, de la Commission permanente du développement des secteurs de services : promotion de secteurs de services compétitifs dans les pays en développement, a adopté le programme de travail ci-après dans le domaine des assurances pour la période allant jusqu'à la neuvième session de la Conférence.

En accomplissant sa tâche, la Commission permanente tiendra dûment compte des travaux et de l'expérience de l'ancienne Commission des invisibles et du financement lié au commerce, ainsi que du secrétariat de la CNUCED, dans le domaine des assurances.

A. PROMOTION DE LA TRANSPARENCE

Avec le concours d'entités régionales et sous-régionales, selon qu'il conviendra, la Commission permanente rassemblera des renseignements sur les activités, les marchés et l'expérience acquise dans le domaine des assurances, ainsi que des références bibliographiques sur ces sujets, en particulier en faisant :

- une enquête statistique sur les opérations d'assurance et de réassurance;
- une étude sur l'évolution des assurances et de la réassurance, et en diffusera les résultats.

B. PROMOTION DE SERVICES D'ASSURANCE COMPETITIFS

Dans le but de développer et de renforcer le secteur des assurances et d'intensifier le commerce dans ce domaine, la Commission permanente, en tenant compte des préoccupations particulières des pays en développement dans ce secteur :

1. Fera une vaste étude comprenant :

- a) Un examen des principaux domaines de préoccupations concernant les politiques macro-économiques qui influent sur le secteur des assurances, ainsi que de la législation, de la réglementation et de la surveillance des assurances à la lumière des réformes économiques en cours ou possibles - notamment de la libéralisation progressive et de la privatisation des marchés d'assurances - en insistant particulièrement sur les questions de réglementation prudentielle et de protection des assurés;

b) Une analyse, à partir des contributions reçues, de l'expérience particulière et générale des pays en développement et des pays passant à l'économie de marché en ce qui concerne la promotion d'un secteur des assurances adapté aux mécanismes du marché, ainsi que la privatisation et la libéralisation des marchés d'assurances;

c) Une étude sur les politiques et programmes dans le contexte de la coopération régionale entre pays en développement, y compris sur la réassurance et les possibilités d'optimiser la conservation;

d) Des renseignements découlant d'un échange de données d'expérience sur les moyens de développer l'assurance-crédit au profit des petites et moyennes entreprises dans les pays en développement, afin de faciliter leur accès au crédit offert par le système financier.

2. A partir d'études antérieures et des renseignements disponibles à la CNUCED, examinera différents mécanismes possibles pour répondre aux besoins en matière d'assurance et de réassurance concernant :

- les catastrophes;
- les dommages écologiques;
- les gros risques;

en particulier en cas de réduction des capacités de réassurance.

3. En vue de favoriser l'expansion du secteur national de l'assurance agricole et rurale, compte tenu des travaux réalisés par le secrétariat de la CNUCED :

a) Etudiera les liens entre les mécanismes d'assurance, les systèmes de crédit rural et les stratégies de développement dans ce secteur, ainsi que le rôle des coopératives;

b) Etudiera les régimes d'assurance pour les récoltes, le bétail, l'aviculture et l'aquaculture.

Dans ses travaux, la Commission permanente accordera une attention particulière à la situation des pays les moins avancés et suggérera des moyens d'améliorer leurs capacités.

#### C. RENFORCEMENT DE LA COOPERATION TECHNIQUE ET DE LA MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES

Le secrétariat de la CNUCED fournira, sur demande et dans les limites des ressources disponibles, une assistance technique :

- i) En matière de coopération technique, il fournira des conseils et une assistance dans les domaines relevant de sa compétence.

Par exemple :

- Révision de la législation concernant les assurances ou rédaction d'une nouvelle législation, et assistance pour la mise en place d'organismes de surveillance efficaces;
- Etude de la possibilité de créer et de renforcer des organismes d'assurance nationaux ou régionaux, ainsi que des établissements de formation et de recherche dans le domaine des assurances;
- Organisation d'ateliers au niveau régional, en vue d'étudier en détail le fonctionnement concret de mécanismes d'assurance agricole, leur infrastructure, les actuelles procédures d'évaluation des dommages et de règlement des sinistres, les pratiques de commercialisation, etc.

ii) En matière de mise en valeur des ressources humaines :

- Contribution au renforcement des programmes d'éducation et de formation proposés aux niveaux national et régional dans le domaine des assurances, y compris de la science actuarielle;
- Organisation et direction de réunions, d'ateliers et de séminaires à l'intention d'autorités de surveillance, d'assureurs et de réassureurs, en vue de promouvoir l'échange de données d'expérience et de diffuser les résultats des études de la CNUCED, ainsi que de former des cadres moyens et supérieurs pour une gestion plus efficace des activités d'assurance.

Annexe II

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE DE LA DEUXIEME SESSION DE  
LA COMMISSION PERMANENTE (ASSURANCES)

1. Election du Bureau
2. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux
3. Examen de l'évolution du marché des assurances (UNCTAD/SDD/INS/2/Rev.1)
4. Examen des progrès accomplis dans l'exécution du programme de travail
5. Etude d'éléments spécifiques du programme de travail :
  - i) Examen d'aspects critiques concernant la législation, la réglementation et la supervision des assurances (voir la section B.1 a) du programme de travail)
  - ii) Privatisation et libéralisation du secteur des assurances (UNCTAD/SDD/INS/3/Rev.1)
  - iii) Expansion du secteur des assurances en matière d'assurance agricole et rurale (UNCTAD/SDD/INS/1/Rev.1)
  - iv) Echange de données d'expérience sur l'assurance-crédit
  - v) Réassurance (voir les sections B.1 c) et B.2 du programme de travail)
6. Ordre du jour provisoire de la troisième session de la Commission permanente (Assurances)
7. Questions diverses
8. Adoption du rapport de la Commission permanente (Assurances) au Conseil du commerce et du développement.

Annexe III

PARTICIPATION 1/

1. Les Etats membres de la CNUCED ci-après, membres de la Commission permanente, étaient représentés à la session :

Afghanistan	Malaisie
Algérie	Maroc
Allemagne	Maurice
Arabie saoudite	Mexique
Australie	Mongolie
Autriche	Myanmar
Belgique	Népal
Bolivie	Nigéria
Brésil	Norvège
Bulgarie	Pakistan
Cameroun	Paraguay
Chili	Pays-Bas
Chine	Pérou
Colombie	Philippines
Croatie	Pologne
Cuba	République de Corée
Danemark	République populaire démocratique de Corée
Egypte	République tchèque
El Salvador	République-Unie de Tanzanie
Espagne	Roumanie
Etats-Unis d'Amérique	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Fédération de Russie	Sénégal
Finlande	Seychelles
France	Sri Lanka
Ghana	Suède
Grèce	Suisse
Inde	Thaïlande
Indonésie	Trinité-et-Tobago
Iraq	Tunisie
Irlande	Turquie
Italie	Uruguay
Jamahiriya arabe libyenne	Venezuela
Japon	Zimbabwe
Kenya	
Lesotho	

---

1/ La liste des participants porte la cote TD/B/CN.4/INF.4.

2. Les autres Etats membres de la CNUCED ci-après, qui ne font pas partie de la Commission permanente, étaient représentés à la session :

Guinée équatoriale  
Koweït  
Madagascar

Panama  
Portugal  
Qatar

3. Les institutions spécialisées et organismes apparentés suivants étaient représentés :

Organisation internationale du Travail  
Banque mondiale  
Fonds monétaire international

L'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce était également représenté.

4. Les organisations intergouvernementales suivantes étaient représentées à la session :

Communauté économique européenne  
Ligue des Etats arabes  
Organisation de coopération et de développement économiques  
Organisation de l'unité africaine  
Société africaine de réassurance

5. Les organisations non gouvernementales ci-après étaient représentées à la session :

Catégorie générale

Alliance coopérative internationale  
Chambre de commerce internationale  
Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies

Catégorie spéciale

Association des organismes d'assurance-crédit (Union de Dakar)  
Bureau international des producteurs d'assurances et de réassurances  
Comité européen des assurances  
Organisation des assurances africaines

-----